

Jacques Chirac : «Pour 2012, restons dans le débat d'idées»

Par [Philippe Goulliaud](#)



INTERVIEW - L'ancien président de la République évoque l'affaire DSK et met en garde contre des dérapages dans la campagne présidentielle.

LE FIGARO.- Vous écrivez qu'«il y a une vie après le pouvoir». Quelle est votre vie nouvelle?

Jacques CHIRAC. - Après quarante années au service des Français, après douze années à la présidence de la République, il est difficile de s'inventer une nouvelle vie, je ne vais pas vous le cacher. Je ne m'y étais pas préparé pendant l'exercice de mon mandat, car jusqu'au dernier jour, j'ai voulu me consacrer à la mission qui m'avait été confiée par les Français. Ce n'est qu'après mon départ de l'Élysée que j'ai réfléchi à la façon de «servir autrement». Cette vie nouvelle n'allait pas de soi. Je me suis donné une triple tâche. D'abord assumer ma mission de membre de droit du Conseil constitutionnel, même si je me suis mis temporairement en réserve de cette institution le temps de mon procès. Ensuite, à travers ma fondation, lancer des projets concrets pour faire avancer les causes qui à mes yeux sont essentielles: la paix dans le monde, le développement durable et le dialogue entre les cultures. Enfin, rester à l'écoute et disponible pour les Français et transmettre les leçons que j'ai tirées de mes années au service de la France. Les deux tomes de mes Mémoires y contribuent. J'ai aussi acquis depuis quatre ans ce qui me manquait sans doute le plus: un peu de temps pour moi et pour les miens. Car la vie politique, c'est une vie au service... et une vie de sacrifice.

Votre livre est-il un règlement de comptes avec Nicolas Sarkozy ...?

J'ai vu beaucoup de choses dans ma vie politique et je suis quand même toujours surpris. Que, dans ce livre de 600 pages, il puisse être tiré une phrase ici et là me navre. J'ai voulu ces Mémoires pour transmettre une vision et des valeurs à travers ce que j'ai appelé un «testament politique». S'agissant de mon successeur, je me suis tenu et je me tiendrai toujours à une ligne: ne jamais gêner son action par quelque commentaire que ce soit.

Quelles sont vos relations avec lui?

Elles sont bonnes. Vous le savez, nous nous connaissons bien, et depuis très longtemps. Nous avons, aujourd'hui, des relations franches, cordiales et personnelles. Et plus que tout autre, je sais la difficulté de sa tâche.

Vous dites avoir été «touché» que Nicolas Sarkozy n'ait pas cité votre nom dans son premier discours de président élu. Vous en êtes-vous expliqué?

Je crois en la continuité de l'État. C'est un principe républicain essentiel. Aucun responsable politique n'est propriétaire de sa charge. Aucun responsable politique n'est en fonction ad vitam aeternam. Comme dans la vie, on hérite de nos Anciens, sans les avoir choisis, et on transmet à nos successeurs. On gagne toujours à assumer son héritage. Alors oui, j'ai été touché de cet oubli. Je l'ai été aussi parce que je pense ne pas avoir à rougir de l'état dans lequel nous avons laissé la France en 2007. Je suis fier du bilan que j'ai pu présenter aux Français. Un bilan dont Nicolas Sarkozy pouvait, malgré le thème de la rupture, revendiquer toute sa part. Un bilan dont je suis d'ailleurs convaincu qu'il a constitué un élément non négligeable de sa victoire.

Vous faites l'éloge d'Alain Juppé. Était-il le successeur dont vous auriez rêvé?

En République, c'est le peuple qui choisit. Je n'ai jamais eu à l'esprit de désigner un successeur. Pour autant, tout le monde sait les relations que j'ai toujours entretenues avec Alain Juppé. J'ai pour lui estime et affection. C'est un homme de conviction et d'engagement. Il a toujours servi son pays avec rigueur. Il a chevillé au corps le sens de l'intérêt général et une très haute idée du rôle de la France dans le monde.

Souhaitez-vous que Dominique de Villepin soit candidat en 2012?

Dominique de Villepin est un homme de caractère et d'idées. Il a été un excellent premier ministre. Mais n'attendez pas de moi que je m'immisce dans le débat présidentiel à venir. Ce n'est pas mon rôle. Je ne fais plus de politique et je n'interviendrai pas, sauf si des circonstances exceptionnelles l'exigeaient. Concernant votre question, être candidat à l'élection présidentielle est un choix lourd, personnel, exigeant, qui se fait en fonction d'une situation politique donnée et repose sur une vision de l'avenir de notre pays. On est là au cœur de la magie de la Ve République. L'élection présidentielle, c'est la rencontre entre un homme et un peuple.

Vous avez été à l'origine de la création de l'UMP en 2002. Dix ans après, redoutez-vous son explosion?

Avec la création de l'UMP, nous avons voulu installer dans la vie politique française un grand parti moderne et populaire, capable de débattre et de proposer, capable de soutenir un candidat à la

présidentielle et, s'il est élu, de conforter son action. Cette exigence d'unité et de rassemblement me paraît aujourd'hui aussi forte qu'hier. Pour s'inscrire dans la durée, l'UMP doit veiller à faire toute leur place aux différentes sensibilités de la droite et du centre car chacune d'entre elles a une identité forte.

Vous appelez les Français à se méfier des «multiples masques de l'extrême droite». Avec Marine Le Pen, le Front national est-il devenu fréquentable?

L'extrême droite ne changera jamais. Elle est et restera une idéologie qui vient heurter de plein fouet tout ce qui fonde notre histoire et notre identité. Se tourner vers le Front national, ce n'est pas protester, c'est apporter son soutien à un parti de nature raciste et xénophobe. Les solutions préconisées par les dirigeants du FN, quels qu'ils soient, sont dénuées de sens et dangereuses. Elles ne peuvent conduire qu'à la division et à la confrontation entre les Français et, sur le plan économique, à travers la sortie de l'euro et le protectionnisme, à aggraver de manière dramatique la situation des plus vulnérables. Le rejet de l'autre, des différences, des valeurs démocratiques, du progrès économique et social ne peuvent nous conduire qu'au déclin et aux pires catastrophes. Notre pays tire sa force, sa grandeur, son unité, des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité dont il est porteur. C'est aux responsables politiques issus des formations républicaines qu'il appartient d'apporter des réponses concrètes aux difficultés des Français. La droite républicaine, notamment, peut convaincre en restant elle-même. C'est aussi aux pouvoirs publics de faire respecter sur l'ensemble du territoire national la loi de la République avec beaucoup de fermeté. C'est ainsi que l'on évitera un nouveau 21 avril et que la France, pays pionnier, pays phare des libertés, demeurera fidèle à son idéal.

En 2004, vous avez fait voter la loi contre le voile islamique à l'école. Que pensez-vous de l'interdiction de la burqa?

Le principe de laïcité est essentiel, car il permet à chacun de vivre ses convictions religieuses sereinement et dans le respect de l'autre. Après un vaste débat public, j'ai décidé qu'il fallait protéger l'école publique de manifestations d'appartenance religieuse ostensibles, de nature à affecter la tranquillité indispensable au service public de l'enseignement. C'est la même logique qui guide l'interdiction du voile intégral. Celui-ci peut heurter les sensibilités d'un grand nombre et remettre en cause les fondements mêmes du principe de laïcité. La mise en œuvre de cette interdiction est cependant complexe, car elle porte sur l'ensemble de l'espace public. Elle doit être faite avec précaution, respect et pédagogie. Il faut toujours rappeler que la laïcité ne s'oppose pas à la pratique religieuse mais qu'en posant un cadre juste, elle est une des conditions de la liberté religieuse.

Sur la laïcité, toujours, vous rendez hommage à François Hollande qui s'est comporté en «homme d'État»...

Je n'ai pas vocation à attribuer les bons ou les mauvais points à tel ou tel. J'ai tenu à témoigner qu'à un moment important pour notre pays, où certains, à droite comme à gauche, doutaient de la nécessité de rappeler fermement les règles de la laïcité, François Hollande a fait preuve de courage, de lucidité et d'un grand sens des responsabilités. Il a su sortir des logiques partisans pour faire le choix de l'intérêt supérieur. Ce n'est malheureusement pas si fréquent.

Comment avez-vous réagi à l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn?

Comme tous les Français, j'ai été stupéfait à l'annonce de cette nouvelle. Stupéfait devant la gravité de l'acte qui lui est reproché. Stupéfait également par la tornade médiatico-politique planétaire que cet événement a provoquée. En de pareilles circonstances, je crois qu'il ne faut s'en tenir qu'à un principe, celui du respect. Respect de la parole de la jeune femme qui accuse. Respect, également, de la présomption d'innocence de la personne accusée. C'est à la justice d'établir la vérité de ce qui s'est passé. Espérons qu'elle le fasse rapidement.

Affaires DSK , Tron, Ferry... Comment jugez-vous le climat politique?

Je ne voudrais pas que les Français finissent par croire que la politique, c'est cela. La politique, c'est servir son pays, défendre ses convictions, bâtir un projet. C'est essayer de trouver des solutions aux problèmes des Français, améliorer leur quotidien, débattre de l'avenir. C'est ce que je retiens de toutes ces années passées au service des Français. Mais ma longue expérience m'a aussi appris que les campagnes électorales pouvaient être excessivement violentes. À quelques mois seulement d'une échéance présidentielle capitale pour l'avenir de notre pays, prenons garde à ne pas sortir du cadre du respect de l'autre, du débat d'idées et de la confrontation des projets. Nous le devons aux Français.

Que vous a inspiré la polémique autour des radars ?

Lorsqu'en 2002, j'ai fait de la lutte contre la violence routière un des trois chantiers de mon quinquennat, la France comptait plus de huit mille morts par an sur les routes. Cette situation était d'autant plus scandaleuse que les moyens pour la faire reculer existent. Les pouvoirs publics, aux côtés des associations, se sont mobilisés. Et les résultats enregistrés ont été spectaculaires. J'en suis très fier. En cinq ans, 10.000 morts et 100.000 blessés ont été évités. Cela prouve que la politique peut changer ce qui est parfois présenté comme une fatalité. Automobilistes et motocyclistes doivent comprendre que ce combat est un combat pour la vie. Si la suppression de la signalisation des radars peut, comme cela semble le cas, y contribuer, alors il ne faut pas hésiter. Rien ne doit être négligé dans ce combat. Il n'y a pas de polémique qui vaille face à la mort d'innocents sur les routes.

Le temps, dites-vous, n'est pas à «une source d'énergie dominante». La France doit-elle programmer la sortie du nucléaire?

Le nucléaire est une énergie dont la France ne peut pas se passer pour le moment. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il faille en rester à une logique de statu quo. Il y a longtemps que nous avons commencé à agir pour construire un nouveau modèle énergétique, dans trois directions: donner une place majeure aux énergies renouvelables; offrir au nucléaire les meilleures garanties de sécurité, comme l'EPR; amplifier nos efforts en matière d'économie d'énergie. Dans le domaine de l'énergie, la recherche est essentielle et apparaît de nature à révolutionner demain nos conditions de production et de consommation. C'est pour cela que la France est moteur dans le projet Iter d'énergie du futur. Nous devons nous engager pleinement dans la révolution énergétique qui est en marche.

Que vous inspirent les révolutions arabes?

J'y vois essentiellement un message d'optimisme et d'espoir, le signe que l'aspiration à un avenir meilleur est universelle. J'y vois aussi la preuve du caractère fondamentalement erroné de cette idée que je n'ai cessé de dénoncer, à savoir le caractère inévitable d'un choc des civilisations. Comme si certaines d'entre elles seraient par essence porteuses du modèle démocratique et d'autres non. Il est frappant par ailleurs que ces mouvements soient souvent partis de la jeunesse, dans des pays où il y avait déjà un certain niveau de vie et d'éducation. Où ira le «printemps arabe»? Tous les pays suivront-ils le même chemin vers la démocratie? Les réponses à toutes ces questions ne sont pas écrites à l'avance. Ce qui est certain, en revanche, c'est que notre intérêt est de soutenir résolument les réformes politiques et économiques.

Au cours de ces douze années à l'Élysée, quelle est votre plus grande fierté?

Sans aucun doute, avoir donné le meilleur de moi-même au service des Français.

Et quel est votre plus grand regret?

De n'avoir pas pu en donner encore plus.

Quel est votre pronostic pour 2012?

Il n'y a pas d'élection acquise ou perdue d'avance. Jamais.

Dans quel état d'esprit abordez-vous votre procès?

Dans la sérénité et le respect de la justice.

Les Français se sont inquiétés cet hiver pour votre santé. Comment vous portez-vous?

Rassurez-vous, je me porte très bien.